

**Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 9 juillet 2013
sur les quatrièmes tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution
d'électricité**

Contribution du Syndicat des Energies du Département de l'Isère

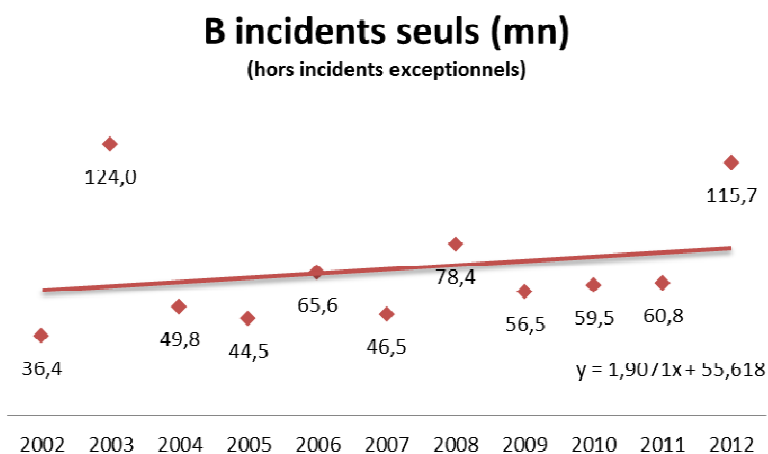
En préambule, le SEDI regrette que la période de consultation choisie par la CRE (9 juillet – 16 août) soit peu propice à la rédaction de contributions. Les sujets abordés auraient mérité qu'on permette aux contributeurs de mener des études plus approfondies sur les propositions de la CRE.

Question 1 : Partagez-vous l'analyse qui précède sur l'augmentation des besoins d'investissement ?

Les autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité ont dénoncé ces dernières années la dégradation de la qualité de l'électricité, qu'elles ont pu corréliser avec une forte baisse des investissements du concessionnaire à partir du milieu des années 1990.

Les effets de la reprise des investissements, amorcée en 2009, ne sont pas encore suffisants. Les efforts doivent se poursuivre.

A titre indicatif, voici l'évolution du critère B incidents sur la concession SEDI depuis 2002.



L'évolution du nombre de clients et départs mal alimentés est difficile à analyser, du fait des modifications apportées par ERDF à l'outil de calcul en 2011.

D'autre part, l'évolution nécessaire du réseau de distribution publique d'électricité dans le cadre de la transition énergétique est à prendre en compte dans les investissements futurs. Sur ce point le SEDI tient à souligner qu'il ne faut pas sous-estimer les investissements à réaliser sur le réseau BT, qui est un maillon indispensable du réseau « intelligent » à mettre en place.

Enfin, le programme d'installation et de renouvellement d'équipements de conduite, de télécommandes et d'automatismes doit être poursuivi et renforcé.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité que la rémunération marginale incite à investir ? Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'absence

d'incitation à investir dans la méthode de couverture des charges de capital du TURPE 3 HTA/BT ?

Le TURPE couvre l'ensemble des investissements réalisés par ERDF. Une rémunération marginale incitative modérée semble donc suffisante pour encourager le distributeur à investir.

La question de la rémunération conduit le SEDI à demander un encadrement des flux financiers d'ERDF vers sa maison mère EDF, sur la base d'une analyse précise et transparente de l'ensemble des flux – dividendes, prestations, etc.

Il convient également de s'interroger sur le niveau de rémunération de 7,25%, dans un contexte où les taux d'intérêt sont particulièrement bas, et où les investissements prévus lors de la construction du TURPE 3 n'ont pas été atteints.

Le SEDI souhaite que les trajectoires d'investissement prévues dans le TURPE 4 puissent se décliner localement dans les programmations départementales construites avec les Autorités Concédantes dans le cadre des conférences prévues par l'article 21 de la loi NOME. Les sanctions financières pourraient être renforcées en cas de non respect de la qualité et/ou des investissements prévus.

Question 4 à 15 relatives aux méthodes « ERDF » et « alternative »

La CRE propose deux méthodologies de calcul des charges de capital. Le SEDI retient de chacune des méthodes des points intéressants, et d'autres plus préoccupants. Le syndicat souhaite que la CRE construise une méthodologie de calcul prenant en compte les principes suivants.

- Le TURPE doit couvrir les dotations aux provisions pour renouvellement, ainsi que les amortissements des financements des concédants, de façon claire et transparente. Les éventuelles reprises de provision seront versées au droit du concédant.
- Le principe d'une rémunération spécifique des investissements des autorités concédantes, à un taux spécifique et modéré, est intéressant.
- Les financements nécessaires au début du déploiement du compteur Linky doivent être clairement identifiés dans le TURPE.
- Les flux financiers d'ERDF vers EDF doivent être lisibles et encadrés.
- Le montant des redevances et contributions au FACE doivent être comptabilisés dans le compte de régularisation des charges et produits.

Question 16 : Que pensez-vous des évolutions tarifaires proposées ? Question 18 : Que pensez-vous des évolutions de grilles tarifaires proposées ?

Le SEDI n'est pas en mesure de répondre à ces deux questions, par manque de temps et de données nécessaires à une étude pertinente.

Question 17 : Etes-vous favorable à une synchronisation des mouvements tarifaires des tarifs de transport et de distribution d'électricité ?

Le SEDI est favorable à cette synchronisation, qui contribue à une meilleure lisibilité des tarifs. Une harmonisation avec les tarifs réglementés de vente d'électricité serait également nécessaire.